



L'argumentaire en faveur des infrastructures européennes : bâtir le socle de la renaissance de l'Europe

L'argumentaire en faveur des infrastructures européennes : bâtir le socle de la renaissance de l'Europe

Après la reconstruction d'après-guerre financée par le plan Marshall, l'Europe entre à nouveau dans une phase d'investissement de grande ampleur dans les fondations de son économie. La région s'engage dans un super-cycle d'infrastructures durable, inscrit sur plusieurs années. Les pouvoirs publics et les entreprises procèdent à la modernisation d'actifs vieillissants et au renforcement des réseaux critiques ainsi que des capacités des systèmes énergétiques, de transport et numériques du continent. Pour les investisseurs, ce nouveau cycle de dépenses d'investissement constitue une opportunité structurelle. Il soutient l'ensemble de la chaîne de valeur (ingénierie, construction, équipements et matériaux) appelée à concrétiser la prochaine étape en matière d'infrastructures en Europe.

Les facteurs structurels à l'origine du développement des infrastructures européennes

Une nécessité stratégique pour rester compétitif dans un environnement mondial en mutation

Les besoins actuels de l'Europe en matière d'infrastructures diffèrent de ceux des cycles passés. Il ne s'agit plus uniquement de moderniser des actifs vieillissants, mais également d'ajouter de nouvelles capacités afin de préserver la compétitivité de la région dans une économie mondiale de plus en plus concurrentielle. Plusieurs facteurs alimentent cette transition. L'adoption de l'intelligence artificielle s'accélère. L'électrification s'étend aux transports comme aux activités industrielles. La réglementation liée au carbone se renforce. Les tensions géopolitiques

accroissent la valeur accordée à la résilience et à la sécurité. Collectivement, ces facteurs exigent des infrastructures capables de répondre à une demande électrique plus élevée, de soutenir une production énergétique plus propre, d'assurer des transports plus rapides et plus fiables et d'accompagner le développement d'une économie toujours plus numérisée.

Les infrastructures sont de plus en plus interconnectées et transfrontalières. L'Europe a un besoin croissant d'interconnexions, de réseaux en mer, de lignes ferroviaires reliant les grandes métropoles et les ports, ainsi que d'infrastructures numériques reposant à la fois sur des réseaux de données et des systèmes énergétiques physiques. Ces projets, nécessitant un nombre important d'équipements et déployés sur plusieurs années, tendent à offrir une visibilité accrue et durable de la demande pour les constructeurs et fournisseurs au travers des cycles économiques.

Sous-investissement structurel et vieillissement des actifs

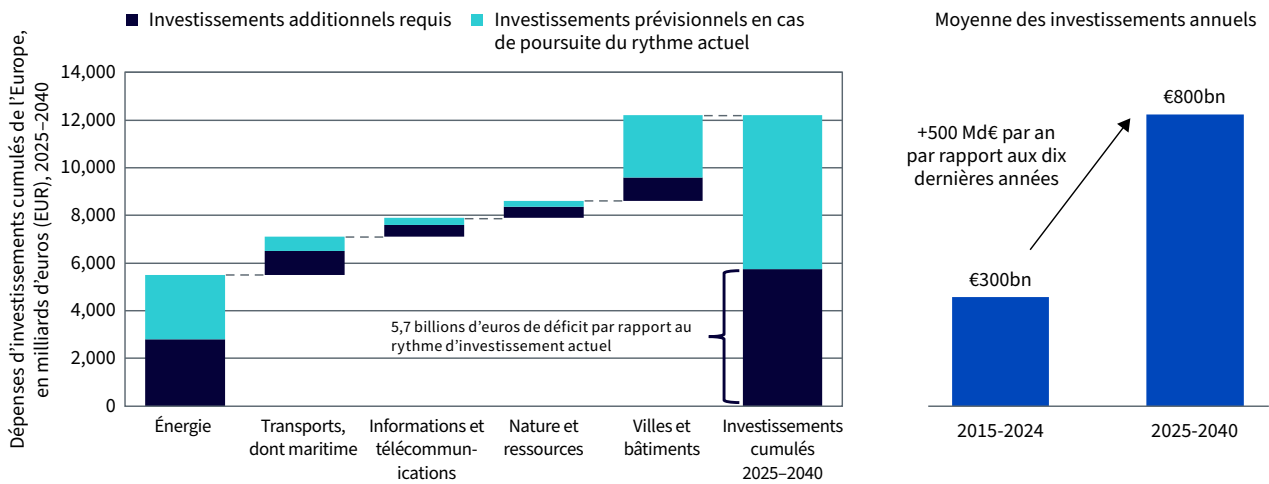
Les dépenses en matière d'infrastructures en Europe n'ont pas suivi le rythme des besoins économiques de la région, tandis que de nombreux réseaux électriques, lignes ferroviaires, ponts et systèmes urbains approchent de la fin de leur durée de vie opérationnelle. Comblé ce déficit d'investissement implique une hausse durable des dépenses d'investissement, et ce même avant de prendre en compte de nouveaux facteurs de demande tels que l'électrification et la croissance des centres de données.

L'atteinte des objectifs européens nécessiterait environ 12 000 milliards d'euros¹ d'investissements en infrastructures entre 2025 et 2040, soit près de 800 milliards d'euros par an, ce qui correspond à environ 3,5 % du PIB européen. Ce niveau est plus de deux fois supérieur à la moyenne historique, estimée à quelque 300 milliards d'euros par an. Les écarts les plus marqués par rapport à la dynamique actuelle concernent les secteurs de l'énergie et des transports. De manière plus générale, la Banque européenne d'investissement (BEI) estime qu'un déficit d'environ 1,5 à 2 %² du PIB en investissements productifs par rapport aux États-Unis s'est creusé depuis la crise financière mondiale et subsiste (hors logement).

1 BCG, « Infrastructure for a Competitive Europe », octobre 2025.

2 Rapport d'investissement 2022/2023 de la BEI : Résilience et renaissance de l'Europe.

Graphique 1 : les dépenses européennes en infrastructures s'élèveront à 12 000 milliards d'euros d'ici 2040



Source : Analyse du BCG. Remarque : la dynamique d'investissement est définie comme la poursuite des déploiements au rythme actuellement observé.

Financements publics engagés sur plusieurs années

À travers l'Europe, les programmes d'investissement nationaux prévoient des dépenses étalées sur plusieurs années concernant les axes prioritaires suivants : les réseaux énergétiques, les transports et la transformation numérique. Des fonds dédiés et, dans certains cas, l'assouplissement des mesures fiscales permettent de financer ces initiatives. La réforme des règles budgétaires de l'Union européenne pourrait dégager jusqu'à 700 milliards d'euros de marges de manœuvre budgétaires supplémentaires pour l'investissement public sur la période 2025-2031, contribuant ainsi à sécuriser les budgets d'infrastructures sur l'ensemble du cycle économique.

La Facilité pour la reprise et la résilience (Recovery and Resilience Facility) de l'UE constitue un exemple majeur à court horizon. La Commission européenne a souligné que les objectifs doivent être atteints au plus tard le 31 août 2026 et que les paiements finaux doivent intervenir d'ici le 31 décembre 2026, alors que plus de 335 milliards d'euros restent à mobiliser. Cette contrainte temporelle renforce les incitations à accélérer les procédures de passation de marchés et la mise en œuvre des projets. À l'échelle européenne, des programmes tels que NextGenerationEU, la Facilité pour la reprise et la résilience (Recovery and Resilience Facility), InvestEU et le Mécanisme pour l'interconnexion en Europe (Connecting Europe Facility – CEF) représentent, collectivement, plus de 1 000 milliards d'euros de capacités d'investissement public déjà engagées. Les stratégies sectorielles se concrétisent désormais en projets financés. À titre d'exemple, la Commission européenne évalue à environ 345 milliards d'euros les investissements nécessaires pour achever le réseau ferroviaire à grande vitesse transeuropéen (RTE-T) d'ici 2040, et compte bien faire du train à grande vitesse une priorité lors d'un appel à projets en 2026 au titre du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe. À l'échelle nationale, l'Allemagne illustre cette tendance : l'abandon de sa doctrine d'austérité amplifie cette dynamique, matérialisé par la création d'un fonds spécial de 500 milliards d'euros consacré aux infrastructures de transport, énergétiques et numériques.

Graphique 2 : Principaux programmes de politique publique européens soutenant l'investissement en infrastructures

Programmes/accords de l'Union européenne	Enveloppes/montants budgétaires	Cibles d'investissement principales
NextGenerationEU (NGEU)	À hauteur de 806,9 milliards d'euros (aux prix courants). Facilité d'emprunt de l'UE.	Transition verte, numérisation, résilience, investissements de relance
Facilité pour la reprise et la résilience	723,8 milliards de dollars (aux prix courants). Subventions + prêts.	Climat, numérique, modernisation des infrastructures
InvestEU	Garantie budgétaire de l'UE de 26,2 milliards d'euros. Objectif : mobiliser plus de 372 milliards d'euros d'investissements.	Infrastructures durables, innovation, numérique, PME, investissements sociaux
Mécanisme pour l'interconnexion en Europe	33,7 milliards de dollars	Transports, énergie et connectivité numérique
Plan d'action pour le réseau ferroviaire à grande vitesse	Aucune enveloppe budgétaire. Le coût d'achèvement est estimé à environ 345 milliards d'euros d'ici 2040 (conditions 2023).	Ferroviaire
Réseaux transeuropéens d'énergie	Aucune enveloppe budgétaire. Définit l'éligibilité des projets d'intérêt commun et des projets d'intérêt mutuel au titre du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe dédié à l'énergie (5,8 milliards d'euros).	Réseaux
Fonds allemand dédié aux infrastructures et à la neutralité climatique	500 milliards d'euros	Infrastructures de transport, infrastructures énergétiques, numérisation, logement, éducation et infrastructures de recherche
Infrastructures au Royaume-Uni : Stratégie à 10 ans	Plus de 725 milliards de livres sterling (£)	Transports, énergie, eau, numérique, logement, Infrastructures sociales

Source : Commission européenne ; Ministère fédéral des Finances de l'Allemagne ; Gouvernement britannique.

Sécurité, souveraineté et résilience des chaînes d'approvisionnement

Les chocs géopolitiques ont fait basculer les infrastructures d'une logique d'« optimisation économique » vers une « nécessité stratégique ». La sécurité énergétique stimule les investissements dans les interconnexions, le stockage, le renforcement des réseaux et l'accélération des procédures d'autorisation. Parallèlement, la résilience des chaînes d'approvisionnement accroît la demande en sites de production régionaux et en dispositifs d'achats sécurisés. Concrètement, cela se traduit par le durcissement et la modernisation des réseaux énergétiques, le renforcement des corridors logistiques et la protection des infrastructures numériques.

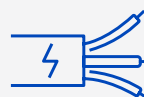
Cette inflexion est désormais explicitement intégrée aux cadres de politique publique. La Déclaration du Sommet de La Haye 2025 de l'OTAN stipule que les Alliés consacreront jusqu'à

1,5 %³ du PIB par an afin de financer des initiatives, telles que la protection des infrastructures critiques, la sécurisation des réseaux, la préparation et la résilience civiles, ainsi que l'innovation et le renforcement de la base industrielle de défense. Si les modalités de comptabilisation varient selon les pays, l'orientation est sans équivoque : la résilience et la protection des réseaux s'inscrivent désormais dans des programmes de dépenses qui s'étalent sur plusieurs années, consolidant ainsi la thèse structurelle d'un cycle de modernisation des infrastructures en Europe.

Les principaux piliers du déploiement



Infrastructures d'énergie propre : les objectifs climatiques de l'Europe impliquent une expansion significative des infrastructures. Plus de la moitié des réductions d'émissions requises reposent sur le déploiement d'infrastructures, permettant d'atteindre environ 70 %⁴ de l'objectif climatique à l'horizon 2040. Dans le même temps, la demande en électricité progresse sous l'effet de la croissance des centres de données et de l'électrification généralisée, tandis que les entreprises européennes font face à des prix de l'énergie plus de deux fois supérieurs à ceux observés aux États-Unis. Cette situation renforce l'argumentaire en faveur d'un déploiement à grande échelle de l'éolien et du solaire, de la modernisation des installations existantes et du développement de solutions de stockage plus efficaces. Il en résulte une demande durable pour les entreprises spécialisées et les fournisseurs de turbines, de structures de support, d'équipements auxiliaires et de matériaux.



Réseaux électriques et électrification : le vieillissement des réseaux électriques requiert leur modernisation, tandis que la hausse de la part des énergies renouvelables et l'accélération de l'électrification nécessitent des systèmes plus robustes et plus intelligents. Le prochain cycle de déploiement des réseaux en Europe devra permettre de raccorder de nouveaux sites de production ainsi que les transports électrifiés, avec une dimension de plus en plus transfrontalière et interconnectée. Il en résulte des investissements dans les lignes de transport/distribution, les postes électriques, les transformateurs, les câbles, l'automatisation des réseaux et les infrastructures de recharge, au profit des entreprises spécialisées dans les réseaux, des fabricants d'équipements et des producteurs de câbles.



Infrastructures de transport : la modernisation des réseaux ferroviaires, des transports urbains, des ports et des plateformes logistiques permet de réduire les émissions et d'améliorer la connectivité. Elle génère ainsi des projets sur plusieurs années pour les entreprises de génie civil ainsi que pour les fournisseurs de matériaux et d'équipements. Les programmes de lignes ferroviaires à grande vitesse peuvent également réduire les temps de trajet et renforcer la connectivité transfrontalière, soutenant ainsi l'objectif de faire du rail un pilier central d'une Europe plus compétitive et sécurisée.

3 Source : OTAN, « Dépenses en matière de défense et engagement de 5 % de l'OTAN », 18 décembre 2025.

4 BCG, « Infrastructure for a Competitive Europe » (« Des infrastructures pour une Europe compétitive »), oct. 2025.



Infrastructures numériques : une économie davantage orientée vers les données repose sur les centres de données, les réseaux de fibre optique et les infrastructures mobiles. Les actions mises en place par l'Europe pour combler son retard par rapport aux leaders mondiaux renforcent la nécessité de déployer de nouvelles capacités et des réseaux numériques de qualité supérieure, soutenant ainsi la demande pour les entreprises de construction spécialisées et les fournisseurs d'équipements impliqués dans le développement et la modernisation de ces actifs stratégiques.

Le point d'inflexion 2025–2026

Un retour de l'inflation vers la cible, améliorant la visibilité des coûts pour les projets de longue durée

L'Europe est passée d'un choc inflationniste à un régime plus stable. La Banque centrale européenne (BCE) anticipe une inflation inférieure à 2 % jusqu'en 2027, améliorant sensiblement la visibilité des coûts à moyen terme.

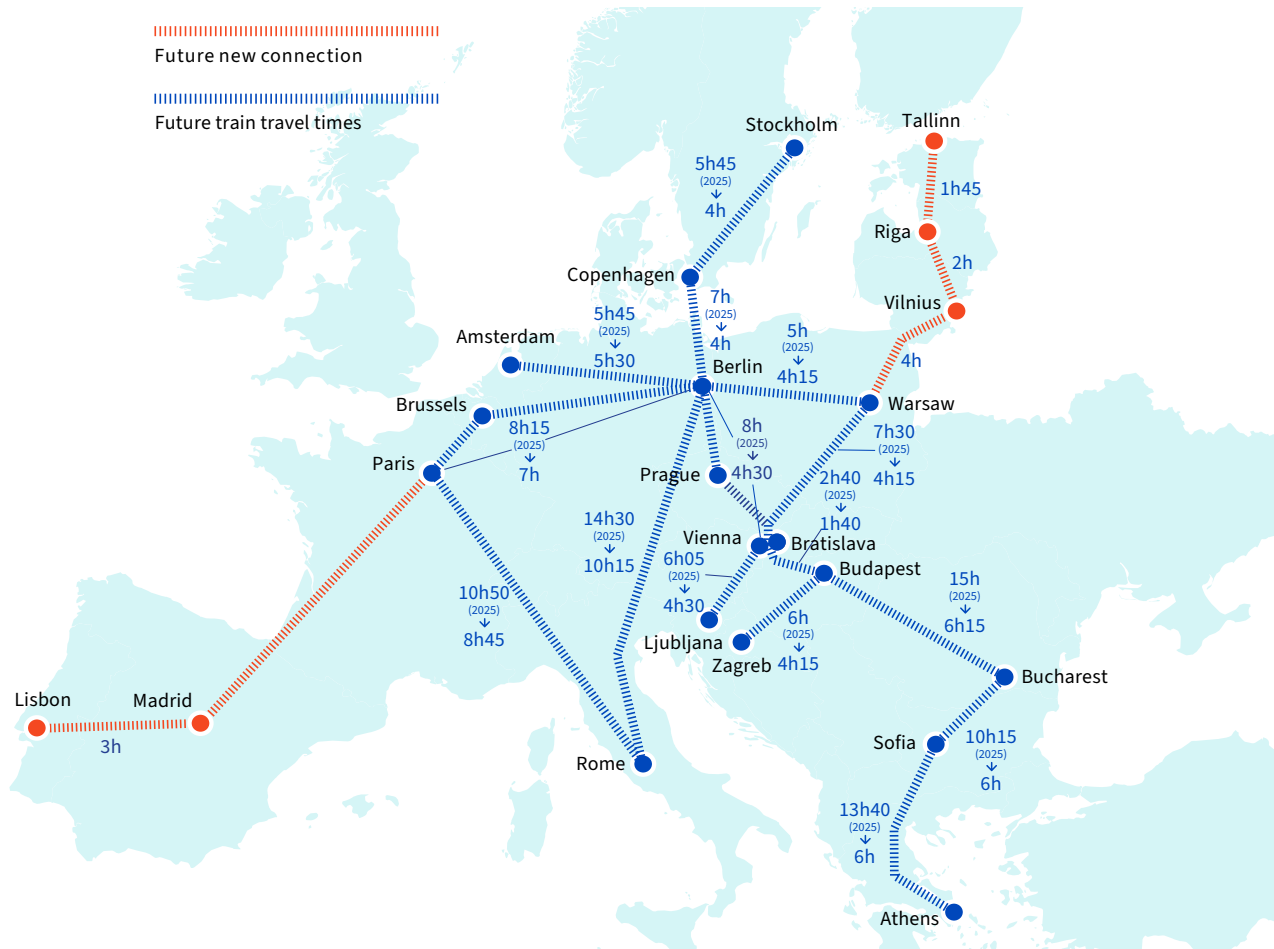
Cette normalisation réduit le risque de dérive des marges sur les contrats de longue durée à prix fixe et facilite les procédures de passation de marchés et d'exécution dans les réseaux électriques, le ferroviaire et les projets de génie civil de grande envergure.

Le réseau ferroviaire à grande vitesse : investissements chiffrés et catalyseur de financement en 2026

La Commission européenne estime le coût d'achèvement du réseau ferroviaire à grande vitesse transeuropéen (RTE-T) à 345 milliards d'euros d'ici 2040. Par ailleurs, elle compte bien faire du train à grande vitesse ferroviaire une priorité lors d'un appel à projets en 2026 au titre du Mécanisme pour l'interconnexion en Europe, tout en élaborant une stratégie de financement à plus grande échelle.

Cette combinaison devrait accélérer le passage des projets de la phase de planification à celle de la commande, générant une demande sur plusieurs années pour les travaux de génie civil, le creusement de tunnels, les gares, l'électrification, la signalisation et l'ensemble de la chaîne de valeur ferroviaire.

Graphique 3 : Programme européen destiné au réseau ferroviaire à grande vitesse



Source : Commission européenne, « La Commission lance le programme afin d'accélérer le déploiement du réseau ferroviaire à grande vitesse à l'échelle européenne », 5 novembre 2025.

Hausse de la demande en électricité : les réseaux, le goulet d'étranglement

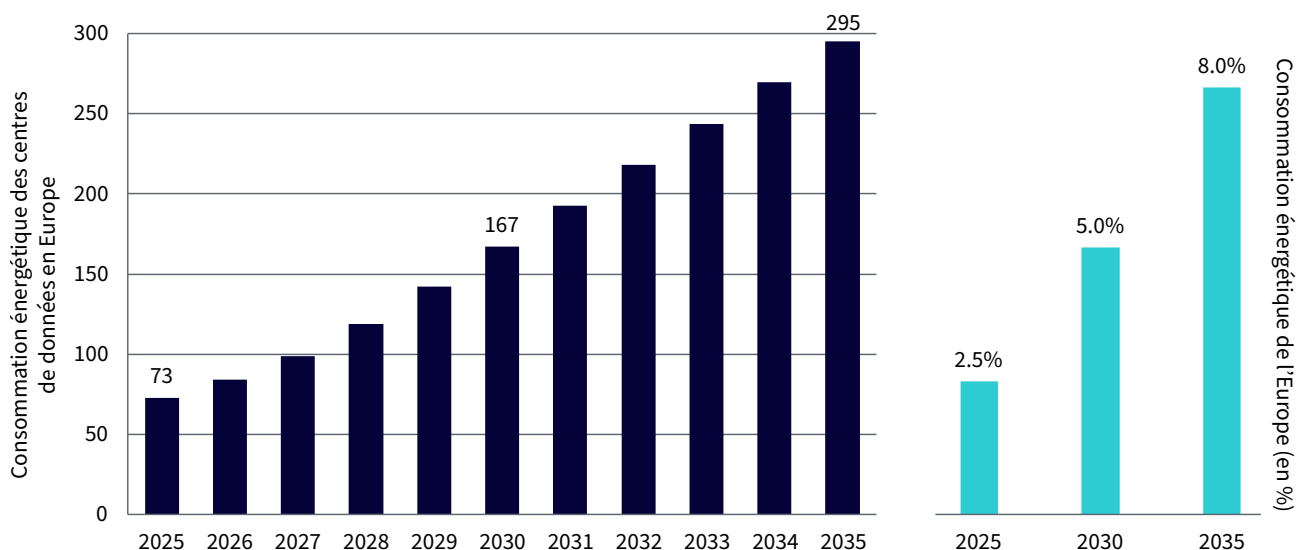
La consommation électrique de l'UE devrait augmenter d'environ 60 % d'ici 2030, tandis que la demande des centres de données devrait, à elle seule, enregistrer une hausse d'environ 73 TWh en 2024 à environ 295 TWh d'ici 2035⁵, venant s'ajouter à des réseaux ayant bien souvent plus de 40 ans⁶.

À mesure que les capacités de réseau et les files d'attente de raccordement deviennent des goulots d'étranglement afin de développer des énergies renouvelables, l'électrification et la croissance numérique, l'investissement devient de plus en plus difficile à différer. Cette contrainte structurelle génère des facteurs favorables et durables pour les entreprises spécialisées dans les réseaux, ainsi que pour les fournisseurs de câbles, de transformateurs, d'appareillages électriques et de postes de transformation.

5 Source : Morgan Stanley, « Powering AI Comes To Europe » (« L'Europe face aux besoins énergétiques de l'IA »), 3 décembre 2025.

6 Source : Nexans, 2026.

Graphique 4 : les centres de données européens devraient constituer l'un des principaux moteurs de la croissance de la demande en électricité



Source : Morgan Stanley, « Powering AI Comes To Europe » (« L'Europe face aux besoins énergétiques de l'IA »), 3 décembre 2025.

L'abandon de la doctrine d'austérité de l'Allemagne : un portefeuille de projets étalés sur plusieurs années clairement identifiable

L'Allemagne a mis en place un fonds spécial de 500 milliards d'euros dédié aux infrastructures et à la neutralité climatique, ciblant notamment les transports, la numérisation et les infrastructures énergétiques, après des décennies de rigueur budgétaire imposée par le frein à l'endettement (plafond de déficit structurel fixé à 0,35 % du PIB).

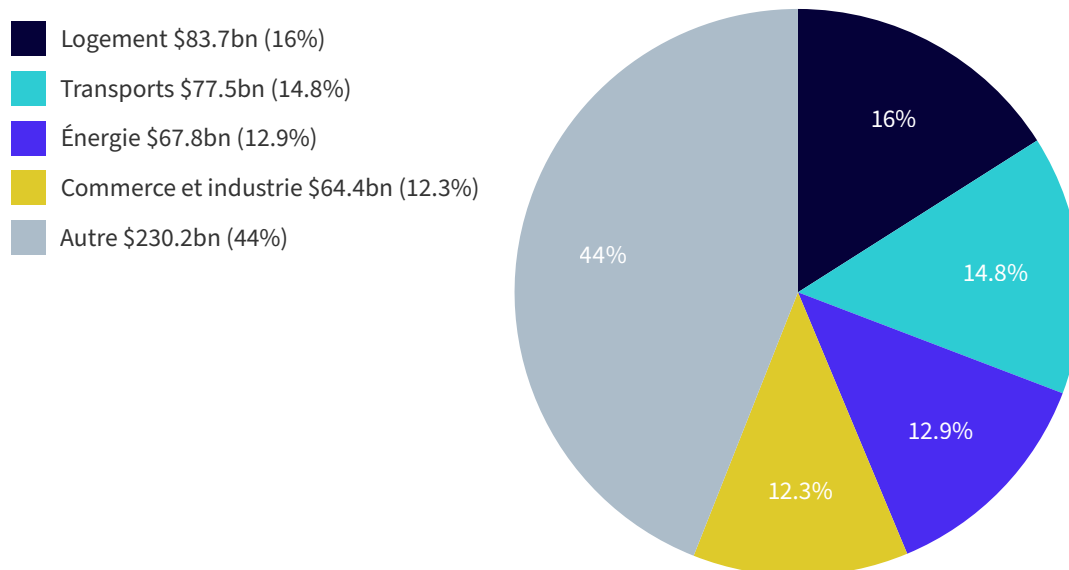
Pour les investisseurs, l'enjeu est avant tout opérationnel plutôt que politique : cette inflexion élargit le vivier de projets effectivement financés au sein de la première économie européenne, générant une hausse progressive des carnets de commandes pour les entreprises de construction ainsi que pour les fournisseurs paneuropéens exposés aux dépenses d'investissement allemandes.

La reconstruction de l'Ukraine : une optionalité majeure et chiffrée à forte composante infrastructures

L'évaluation RDNA4, pilotée par la Banque mondiale, estime les besoins de relèvement et de reconstruction à 524 milliards de dollars sur la prochaine décennie, avec des besoins importants dans trois secteurs clés : le logement, les transports et l'énergie.

Si le calendrier demeure incertain, l'ampleur des montants et la composition sectorielle font de ce chantier un levier potentiel significatif pour les acteurs européens du BTP et les fournisseurs de matériaux. Les premières phases devraient logiquement se concentrer sur les réparations critiques, la résilience énergétique et le rétablissement des corridors logistiques.

Graphique 5 : La reconstruction de l'Ukraine et les besoins de relèvement



Source : Banque mondiale, « Fourth Rapid Damage and Needs Assessment (RDNA4) » (« Quatrième évaluation rapide des dommages et des besoins – RDNA4 »), février 2025.

Informations importantes

Communications commerciales publiées dans l'Espace économique européen (« EEE ») : Ce document est publié et approuvé par WisdomTree Ireland Limited, une société autorisée et réglementée par la Central Bank of Ireland.

Communications commerciales émises dans des juridictions en dehors de l'EEE : Ce document est publié et approuvé par WisdomTree UK Limited, une société autorisée et réglementée par la Financial Conduct Authority du Royaume-Uni.

WisdomTree Ireland Limited et WisdomTree UK Limited sont toutes les deux désignées comme « WisdomTree » (le cas échéant). Notre Politique sur les conflits d'intérêts et notre Inventaire sont disponibles sur demande.

Les informations figurant dans ce document sont fournies à titre informatif et ne constituent pas une offre de vente, ou une sollicitation d'offre d'achat de titres ou d'actions. Ce document ne doit pas être utilisé comme fondement d'une décision d'investissement. La valeur des investissements peut fluctuer et vous êtes susceptible de perte tout ou partie du montant investi. La performance passée ne constitue pas nécessairement une indication des performances futures. Toute décision d'investissement doit être fondée sur les informations figurant dans le prospectus approprié et sur des conseils indépendants en matière d'investissement, fiscaux et juridiques.

L'application des réglementations et lois fiscales peut souvent conduire à des interprétations différentes. Tous les points de vue ou opinions exprimés dans cette communication représentent les points de vue de WisdomTree et ne doivent pas être interprétés comme des conseils réglementaires, fiscaux ou juridiques. WisdomTree ne donne aucune garantie ou représentation quant à l'exactitude des vues ou opinions exprimées dans cette communication. Toute décision d'investissement doit être fondée sur les informations contenues dans le prospectus approprié et après avoir sollicité des conseils indépendants en matière d'investissement, fiscaux et juridiques.

Ce document n'est pas et ne doit en aucun cas être interprété comme une publicité ou une offre publique d'actions ou de titres aux États-Unis ou dans toute province ou tout territoire des États-Unis. L'introduction, la transmission et la distribution (directes ou indirectes) de l'original ou d'une copie de ce document sont interdites aux États-Unis.

Bien que WisdomTree s'efforce d'assurer l'exactitude du contenu de ce document, WisdomTree ne peut en garantir l'exactitude. Les fournisseurs de données tiers sollicités pour obtenir les informations contenues dans le présent document ne donnent aucune garantie ou représentation de quelque sorte en rapport avec ces données. Lorsque WisdomTree exprime ses propres opinions concernant le produit ou l'activité du marché, ces opinions sont susceptibles de changer. WisdomTree, ses affiliés et leurs dirigeants, directeurs, partenaires ou employés respectifs déclinent toute responsabilité pour toute perte directe ou indirecte découlant de l'utilisation de ce document ou de son contenu.



WisdomTree.eu
+44 (0) 207 448 4330